

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/NON-AUX-COMPLOTS-DE-LA-CEDEAO.html>

Sécession, Islamisme, Ethnisme au Mali, dans le Sahara
et le Sahel

NON aux complots de la CEDEAO contre le peuple frère du Mali !

- Actualité politique internationale - Afrique - Mali -

Publication date: jeudi 26 juillet 2012

Description:

L'opinion malienne, africaine et internationale est sous le choc devant les crimes, les profanations des lieux saints et les destructions des monuments historiques, culturels et cultuels des villes historiques Gao et Tombouctou. La barbarie est de retour sous le couvert de la sécession de l'Azawad par le MNLA et les mercenaires racistes d'Aqmi, d'Ansar Dine et du Mujoa pour lesquels la « *sainteté islamique est étrangère à l'Afrique* » tout comme pour le colonialisme européen « *l'Afrique était à civiliser parce que hors de l'histoire* ».

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

L'opinion malienne, africaine et internationale est sous le choc devant les crimes, les profanations des lieux saints et les destructions des monuments historiques, culturels et cultuels des villes historiques Gao et Tombouctou. La barbarie est de retour sous le couvert de la sécession de l'Azawad par le MNLA et les mercenaires racistes d'Aqmi, d'Ansar Dine et du Mujao pour lesquels la « *sainteté islamique est étrangère à l'Afrique* » tout comme pour le colonialisme européen « *l'Afrique était à civiliser parce que hors de l'histoire* ».

Le retour de la barbarie

Conséquence du marché entre l'OTAN et les terroristes islamistes d'Aqmi, d'Ansar Dine et du MNLA pour tuer Kadhafi, le Mali, bientôt suivi de tous les pays Saharo-Sahéliens, subit un dépeçage ethno-fondamentaliste et impérialiste. Il apparaît de plus en plus clairement que l'OTAN a acheté les traîtres qui ont sacrifié Kadhafi contre le repli armé dans le nord du Mali.

C'est une nouvelle balkanisation de l'Afrique sous l'égide de la stratégie du chaos organisée par la Françafric, l'Eurafric et l'Usafric dont les manifestations marquantes sont l'effondrement de l'État en Somalie, l'occupation armée rwandaise de l'est de la RDC par le biais des milices, la sécession du sud Soudan et celle de l'Azawad au Mali, etc.

Le séparatisme des fanatiques religieux alliés de l'Occident impérialiste a révélé l'ampleur de la corruption, de la vénalité et de la déliquescence de la classe politique embourgeoisée et de l'État semi colonial malien. A la base de la dégénérescence de la démocratie multipartite malienne en naufrage de l'État, il y a les diktats des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale et la servilité à l'Occident impérialiste.

Les acquis des luttes pour l'indépendance et les progrès sous direction de l'USRDA et du patriote Modibo Keita ont été stoppés par le coup d'état fasciste de Moussa Traoré. Puis la récupération par l'impérialisme de la révolution antifasciste inachevée de mars 1991 a asservi le multipartisme dans l'économie mondiale libérale dominée par l'impérialisme. Une fois ramenée dans la zone coloniale cfa Françafricaine, le Mali a subi les affres de la dévaluation, du désengagement de l'État, des privatisations et du pillage éhonté d'une bourgeoisie inféodée à l'étranger.

La décentralisation au service des intérêts impérialistes

Dans les années 80 le FMI et la Banque Mondiale enclenche les plans d'ajustement structurel pour faire payer la dette et les intérêts de celle-ci aux peuples du Sud et notamment d'Afrique. Les socialistes arrivent au pouvoir en France et Edgar Pisani débarque à Bamako pour préconiser la décentralisation qui va déboucher sur la création de trois régions au nord du Mali. Les ONG se répandent dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou créant du même coup un engouement touristique pour « *les hommes bleus* » et le désert du Sahara dont la consécration a été le macabre pour les populations et tristement célèbre rallye « *Paris-Dakar* ». Ces régions recèlent des richesses comme le pétrole, le gaz et l'or, etc.

La décentralisation commanditée par les impérialistes a ainsi créé au nord du Mali, parallèlement à la gabegie, au népotisme et à la corruption des gouvernants de l'État central Malien à Bamako, une « *élite* » embourgeoisée, notamment Touareg, dont la vénalité se nourrit des subsides de la « *coopération décentralisée* » alimentée par les safaris touristiques exotiques des ONG.

NON aux complots de la CEDEAO contre le peuple frère du Mali !

La légitime question des minorités nationales Touareg jamais correctement traitée sur la base de l'égalité des droits de toutes les nationalités composant l'État multinational Malien et donc décisive pour l'unité et la souveraineté nationale n'aura cessé de surgir sous la forme de la revendication du droit à l'autonomie de l'Azawad. La réponse des gouvernements successifs du Mali a été la répression souvent sanglante. Répression qui dans la dernière période a été troquée contre la généralisation de la corruption au point que l'actuel chef séparatiste du MNLA a été nommé par ATT, le président renversé par les putschistes, comme représentant consulaire du Mali en Arabie Saoudite. La suite est connue. Une fois Kadhafi assassiné suite au pacte conclu par l'OTAN avec une partie de l'armée Libyenne alliée aux mercenaires financés par les théocraties Saoudienne, Qatarie et Koweïtienne d'Aqmi, d'Ansar Dine et du Mujoa, l'occupation sécessionniste du septentrion malien pouvait commencer. Telle est la situation qui a conduit à la révolte populaire qui a culminé en coup d'état qui a chassé ATT du pouvoir.

Bien avant la guerre coloniale de l'OTAN contre la Libye, dans un texte de septembre 2010 intitulé « *les enjeux cachés d'une occupation militaire du Sahel* », nous démontrions que la multiplication des prises d'otages dans les pays du Sahel occasionnait l'accroissement menaçant de la présence militaire Française et US sous le faux prétexte de lutte contre le « *terrorisme* ».

Il s'agit donc d'une stratégie de contrôle militaire de l'Afrique dénommée Africom qui a mis en place « en 2003 un programme de contre-terrorisme en Afrique de l'Ouest et en mars 2004, des Forces spéciales US ont été directement engagées dans une opération militaire avec des pays du Sahel contre le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), qui figure sur la liste des organisations terroristes dressée par Washington.

Le Commandement US pour l'Europe est en train de développer un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée appelé la Garde du Golfe de Guinée. Il prévoit aussi la construction d'une base militaire navale US à São Tomé et Príncipe qui, selon le Commandement US, pourrait rivaliser avec la base navale de Diégo Garcia dans l'Océan indien.

Le Pentagone est donc est en train de se mouvoir agressivement pour établir une présence militaire dans le Golfe de Guinée qui permettra le contrôle de la partie occidentale de la route transafricaine du pétrole et des réserves vitales de pétrole qui y ont été découvertes. L'Opération Flintlock ("*Pistolet à pierre*"), une manoeuvre militaire de mise en route, a impliqué en 2005 1000 membres des Forces spéciales US. L'été prochain (2006), le Commandement pour l'Europe va conduire des manoeuvres de sa nouvelle force de réaction rapide pour le Golfe de Guinée.

En Afrique de l'Ouest, le Commandement militaire US pour l'Europe a désormais établi des postes d'opérations avancées au Sénégal, au Mali, au Ghana et au Gabon, en Namibie, à la frontière avec l'Angola, au Sud qui impliquent l'amélioration de pistes aériennes, le stockage de réserves essentielles et de carburant ainsi que des accords (avec les gouvernements locaux) permettant le déploiement rapide de troupes US » (Mondialisation.ca).

Le séparatisme qui sévit actuellement au Mali n'est pas sans rappeler le projet colonial Français de « *mer intérieure* » qui avait été mis en échec par la lutte armée de libération nationale du peuple Algérien dans les années 58, 60, 62, lequel est donc de nouveau réactualisé. Il s'agissait à l'époque d'instrumentaliser la question Touareg pour couper l'Algérie de son Sahara, donc d'une partie de son territoire riche en pétrole et gaz où l'impérialisme Français procédait à ses essais nucléaires.

La solidarité des patriotes panafricains Maliens qui exigeaient tout comme le FLN Algérien le respect de l'intégrité territoriale du Mali et de l'Algérie a été un facteur important pour empêcher la réalisation de ce plan colonial machiavélique de balkanisation.

C'est ce que rappelait Modibo Keita dans sa déclaration relative à la cessation des hostilités en Algérie le 19 mars

1962 ? : « Aussi, notre reconnaissance est grande, qui s'est exprimée par la solidarité inconditionnelle de la République du Mali avec les frères de l'Algérie Combattante. C'est dire combien notre joie est immense, devant la victoire de ceux auprès desquels dès 1960, le peuple du Mali s'est considéré mobilisé. La victoire du Front de Libération qui a su imposer le respect de la souveraineté et de l'intégrité de l'Algérie Africaine est aussi celle de tous ceux qui, comme les Maliens, n'ont rien ménagé pour en assurer le succès. Victoire du Front de Libération Algérienne, victoire de l'Afrique Combattante, mais aussi victoire des peuples épris de paix au premier rang desquels le peuple de France qui voit mettre un terme aux sacrifices inutiles de ses cadres et de sa jeunesse et à l'hémorragie financière ».

La CEDEAO au service des impérialistes contre le peuple Malien et l'Afrique

Les protestations des épouses, des familles et des populations devant les tueries de soldats sans armes dans le nord par les séparatistes islamistes salafistes ont culminé dans le coup d'état de la junte du CNRDRE qui a chassé ATT du pouvoir. Aussitôt ses pairs de la CEDEAO, notamment Compaoré et Ouattara, ces agents de la Françafric, se sont ingérés non pour aider le Mali à faire face à l'agression armée séparatiste, mais pour exiger « le rétablissement de la légalité constitutionnelle » et pour établir un embargo et un boycott du Mali. Un accord est finalement ficelé par la nomination de Dioncounda président et M. Diarra premier ministre. Mais la CEDEAO elle-même va bafouer la constitution malienne qui fixe la durée de l'intérim de 21 à 40 jours en portant celui-ci à une année, alors que pendant ce temps le nord continue à être mis sous coupe réglée par l'occupation criminelle des fanatiques salafistes et du MNLA, lesquels ne vont pas tarder à se diviser et s'entretuer.

Comble du scandale non seulement les achats de matériels militaires et l'approvisionnement du Mali sont empêchés, mais comme le déclare nos camarades de Sanfin : « C'est à cette oeuvre de revanche que s'emploient d'abord les Sommets UEMOA et du dit « Groupe de contact et de suivi sur le Mali » de Lomé et Abidjan du 6 et 7 juin.

A leur suite, L'Union Européenne et les USA montent particulièrement au créneau pour vociférer « la dissolution du CNRDRE » et prendre la tête du boycottage du gouvernement Cheick Modibo Diarra, vilipendé et proclamé « illégitime et non représentatif ». Dans cette foulée, le prochain sommet de Ouagadougou des 7 et 8 juillet 2012 tente, sous couvert de « gouvernement inclusif et plus représentatif » de renverser le gouvernement malien et imposer la partition du Nord-Mali par un simulacre de « dialogue » qui voit le Burkina s'ingérer dans la guerre, en sauvant les leaders des bandits séparatistes du MNLA assiégés par les islamo terroristes d'Ansardine et du MUJOA.

Le but est de consacrer au nom de « l'autonomie » et du « fédéralisme » la partition inacceptable du pays et la contre-révolution des monarchies fondamentalistes du golfe arabe. La preuve est faite qu'au nord, ce sont les USA et la France qui en échange du passage des milices touareg du côté du CNT Libyen (en trahison ouverte de Kadhafi) ont créé toutes les conditions politiques et militaires nécessaires et suffisantes, pour fomenter la partition du Mali et fomenter le triomphe des intégristes islamistes sachant parfaitement par ailleurs toute la couardise et la capitulation d'ATT.

Comment s'étonner que les USA disent à présent au monde entier : "oubliez le nord du Mali, c'est trop cher et trop lourd, foncez sur le sud" La preuve est également faite que la crise institutionnelle au sud a pour source et cause profonde l'agression multiforme et caractérisée de la CEDEAO, du FDR et de Dioncounda Traoré et leurs maîtres impérialistes contre le droit à l'autodétermination du peuple malien. Il s'ensuit inévitablement que la crise malienne au nord comme au sud perdurera tant que la CEDEAO et toute la prétendue « communauté internationale » se refuseront à reconnaître les droits absolus du peuple malien ».

NON aux complots de la CEDEAO contre le peuple frère du Mali !

La solidarité panafricaine des peuples exige une mobilisation du mouvement démocratique au Sénégal et en Guinée pour cesse le blocus du Mali qui doit ainsi récupérer toutes les armes achetées pour reconquérir le nord. La CEDEAO doit reconnaître que seul le peuple malien dans l'exercice de sa souveraineté doit décider qui gouverne, comment gouverner et sous quelle forme les pays africains peuvent apporter une aide concrète au rétablissement de l'intégrité territoriale et de la démocratie.

Aqmi, Ansar Dine, Mujao, Boko Haram, hors du Mali !

A bas le diktat et le blocus honteux de la CEDEAO contre le peuple malien !

Pour une conférence nationale souveraine du peuple Malien !

Pour l'égalité de toutes les nationalités et l'unité nationale et territoriale du Mali !

Ferñent / Mouvement des Travailleurs Panafricains-Sénégal

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

fernentmtps yahoo.fr

Juillet 2012